

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 17/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GOODRICH Actuation Systems**

43, rue des Prés  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO/ERC/2026/159  
Code AIOT : 0005800385

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement GOODRICH Actuation Systems implanté 43, rue des Prés 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines, des gaz du sol et de l'air ambiant est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°D3-B409-289 du 30 décembre 2009 autorisant l'exploitation du site. En 2020, une révision du dispositif de surveillance environnementale a été validée. La surveillance devient annuelle sur les eaux souterraines, la surveillance des gaz des sol au droit et à l'extérieur du site est stoppée.

Par courrier du 26 août 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- le rapport AECOM « Surveillance environnementale – Campagne d'avril 2025 » référencé PAR-

RAP-25-31162C et daté du 11 juillet 2025 ;

- le rapport AECOM « Bilan quadriennal 2022-2025 » daté du 11 juillet 2025.

Au travers de ce courrier, l'exploitant fait part de son souhait de modifier le programme de surveillance prescrit au chapitre 8.6 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009, notamment sur les éléments suivants :

- arrêter le suivi de l'air ambiant ;
- arrêter le suivi des eaux souterraines dans les piézomètres profonds installés dans la nappe des Sables de l'Albien ;
- arrêter le suivi des eaux souterraines au droit du puits privé PWW1 ;
- réduire le nombre de piézomètres prélevés sur site et hors site ;
- démanteler des piézomètres qui ne sont plus inclus dans le programme de suivi.

Le but de l'inspection est de faire un point sur les demandes de l'exploitant et de déterminer si elles sont acceptées ou refusées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GOODRICH Actuation Systems
- 43, rue des Prés 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GOODRICH Actuation Systems produit à Saint-Marcel des pièces hydromécaniques de commande (carburant, circuits hydrauliques) destinées aux aéronefs en première monte. Il y a également sur site une activité après vente, de réparation de pièces et de production de pièces détachées (suspension, servocommandes, électrovannes). Au titre de ces activités de production, la société GOODRICH Actuation Systems exploite entre autres une activité de peinture et de traitement de surface. Aussi l'exploitant est classé au titre des rubriques 2940 (application de peinture) et 3260 (traitement de surface) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique qu'il déposera un rapport à connaissance auprès de l'inspection courant juin 2026, afin de mettre à jour la situation administrative de son site et d'actualiser les points de rejet air et eau de son arrêté préfectoral d'autorisation n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.1	Sans objet
2	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.2	Sans objet
3	Bilan quadriennal : eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 9.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite du dernier bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines et de l'air ambiant, intégrant l'ensemble des données acquises depuis 2005, les évolutions pouvant être apportées au dispositif de suivi prévu aux articles 8.6.1 et 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009, sont les suivantes :

- arrêter la surveillance du chrome VI sur les piézomètres PZ11 et PZ21 ;
  - arrêter la surveillance du puits privé, sans procéder à son démantèlement pour permettre, le cas échéant de nouvelles analyses ;
  - mettre fin au suivi de la qualité de l'air ambiant sur le site.
- Ces ajustements tiennent compte des résultats présentés et de l'évolution favorable des paramètres surveillés.

Par ailleurs, l'exploitant doit proposer, sous un délai d'un mois, une solution technique permettant d'éviter tout débordement du piézomètre PP3, qui présente actuellement une remontée de nappe, avant d'envisager son démantèlement/comblement.

L'exploitant doit justifier, sous un délai de trois mois, du démantèlement des piézairs (gaz du sol) présents sur son site depuis l'arrêt de leur utilisation en 2020.

L'exploitant doit réaliser un tour complet de l'ensemble de ses piézomètres dans un délai de trois mois afin de procéder à leur identification, puis proposer un plan d'action visant à les remettre en

bon état. Ce plan devra notamment prévoir la présence d'une margelle adaptée, la sécurisation de tous les piézomètres y compris ceux situés à l'intérieur du site, ainsi que leur nettoyage (notamment l'évacuation de la terre ou des matériaux présents dans les regards) et toute autre mesure nécessaire pour assurer leur conformité (norme NFX 31-614).

Une actualisation des prescriptions par arrêté complémentaire de l'article 8.6. "Surveillance de la qualité des milieux" de l'arrêté préfectoral n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009 est annexée à ce rapport d'inspection et transmis à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines				
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procèdera à une surveillance de la qualité des eaux souterraines par la réalisation de prélèvements d'eau selon les règles de l'art dans un réseau de piézomètres conforme au plan joint en annexe n°2. Cette surveillance se fera à l'aide de 32 piézomètres et d'un puits privé extérieur déjà implantés. Le tableau ci-dessous indique les points de prélèvement pour lesquels une analyse est demandée ainsi que la nature et la périodicité de ces analyses :				
Piézomètres	Localisation	COHV	Métaux	Périodicité
PZ 17	Limite Ouest Intérieur site ( a m o n t hydraulique)	X	X	Semestrielle
PZ 21				
PZ 2	Intérieur site Principales zones sources identifiées	X	X	

PZ 5	X			
PZ 6	X			
PZ 15	X	X		
PZ 7	Limite Est Intérieur site	X		
PZ 9	X	X		
PZ 11	X	X		
PZ 14	X			
PZ 18	X	X		
PZ 19	X			
PP1	Piézomètres profonds	X		

PP2	X			
PP3	X			
PP4	X			
PP5	X			
E1	Piézomètres hors site	X	X	Semestrielle
E2	X	X		
E3	X			
E4	X			
E5	X			

E6	X			
E7	X			
E8	X			
E9	X			
E10	X			
E12	X			
E13	X			
E14	X	X		
E15	X	X		
E16	X			

PWW1	X			
------	---	--	--	--

**Nota :** - COHV : Composés Organo-halogénés Volatils suivants : tétrachloroéthylène, trichloroéthylène, cis-1,2-dichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthylène, trichloroéthane, dichloroéthane.

- Métaux : chrome VI

Les prélèvements et analyses d'eau souterraines sont réalisées simultanément avec les prélèvements et analyses de gaz demandées à l'article 8.6.2.

Pour chaque analyse, le pH, la température et la conductivité devront être également mesurés.

La périodicité des analyses ainsi que les paramètres mesurés pourront être revus en fonction des résultats transmis avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

Les prélèvements et analyses seront réalisés selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé et/ou accrédité.

#### Constats :

Les données de ce point de contrôle sont traitées dans le point 3 ci-dessous : Bilan quadriennal : eaux souterraines

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Surveillance de la qualité de l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité de l'air du sol et de l'air ambiant au droit des zones impactées par la pollution des eaux souterraines issue du site GOODRICH Actuation Systems. Cette surveillance de l'air du sol comportera des mesures effectuées à l'intérieur du site GOODRICH Actuation Systems et à l'extérieur du site au niveau des zones où une pollution de la nappe a été constatée. La société GOODRICH Actuation Systems définira pour chaque paramètre mesuré des valeurs seuils de référence déterminées en fonction des risques sanitaires (employés du site - personnes extérieures au site).

La réalisation de la surveillance de la qualité de l'air du sol et de l'air ambiant sera réalisée selon un protocole préétabli. Ce protocole doit inclure au moins les prélèvements et analyses figurant dans le tableau ci-dessous pour les ouvrages de prélèvements figurant sur le plan annexé, complétés par des prélèvements et analyses des gaz du sol effectués au niveau des cibles extérieures (foyer SONACOTRA, locaux occupés par des tiers ...).

Les résultats des campagnes d'analyse seront adressés à l'inspection des installations avec des conclusions sur les risques potentiels pour les occupants actuels du site de la société GOODRICH Actuation Systems et sur les risques potentiels pour les tiers extérieurs au site (occupants actuels et potentiels ...). Ces conclusions seront réactualisées à l'issue de chaque campagne de mesure.

Piézomètres	Localisation	COHV	Périodicité
SG3	Extérieur site	X	Semestrielle
SG11	X		
SG13	X		
SG6	Intérieur site	X	
SG7	X		
SG8	X		
SG9	X		
SG12	X		
Air Ambiant	Localisation	COHV	Périodicité

AA1	Intérieur site	X	Semestrielle
AA2	X		
AA3	X		
AA4	X		

**Nota :** - COHV : Composés Organo-halogénés Volatils suivants : tétrachloroéthylène, le trichloroéthylène, le cis-1,2-dichloroéthylène, le chlorure de vinyle, le 1,1-dichloroéthylène, Trichloroéthane, Dichloroéthane...

La périodicité des analyses ainsi que les paramètres mesurés pourront être revus en fonction des résultats transmis avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

Les données de ce point de contrôle sont traitées dans le point 3 ci-dessous : Bilan quadriennal : eaux souterraines

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bilan quadriennal : eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 9.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan quadriennal : eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan de la surveillance des eaux souterraines et des gaz de sol. Il transmet une copie de ce rapport à l'inspection des installations classées.

Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer les mesures de gestion établies (surveillance des eaux souterraines et des gaz

du sol et mise en œuvre de servitudes d'utilité publique autour et en aval hydraulique du site),

- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également une analyse sur l'évolution des teneurs en COV dans les eaux souterraines et les gaz du sol, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

#### **Constats :**

Par courrier du 26 août 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- le rapport AECOM « Surveillance environnementale – Campagne d'avril 2025 » référencé PAR-RAP-25-31162C et daté du 11 juillet 2025
- le rapport AECOM « Bilan quadriennal 2022-2025 » daté du 11 juillet 2025 référencé : PAR-RAP-25-31199B

Dans cette partie, l'inspection analyse les différents paramètres suivis dans le bilan quadriennal 2022-2025.

Les niveaux statiques dans l'ensemble des piézomètres ont été mesurés une fois par an en avril (période de hautes eaux), dans l'ensemble des piézomètres accessibles pour la nappe des alluvions (PZ1 à PZ21 et E1 à E16), la nappe de la Craie marneuse (PP1) et pour la nappe des Sables de l'Albien (PP2 à PP5). La nappe alluviale s'écoule au droit du site en direction de l'est, vers la Seine.

#### Chrome VI (Cr VI) :

Au droit du site, les principales concentrations en Cr VI ont été mesurées au droit des piézomètres PZ15 et PZ18, dans la partie Sud-Est du site. A l'extérieur du site, les principales concentrations en Cr VI ont été mesurées au droit des piézomètres E12 et E14 et en aval hydraulique de PZ15 et PZ18. Globalement, les quatre piézomètres montrent une contamination importante en chrome VI, avec des tendances à la baisse pour PZ15 et PZ18, une concentration instable pour E12, et une pollution persistante en E14. Le Cr VI a également été régulièrement détecté au droit du piézomètre E2, à des concentrations faibles et stables. Les concentrations du chrome VI au droit des autres piézomètres sont globalement inférieures au seuil de détection du laboratoire ou en cas de dépassement, les valeurs n'excèdent pas une concentration supérieure à 8 µg/l.

Néanmoins, au regard des niveaux de pollution observés sur site et hors site (PZ15, PZ18, E12 et E14) et du sens d'écoulement de la nappe, il est proposé de poursuivre le suivi du chrome VI sur

les piézomètres PZ2, PZ9, PZ15, PZ17, PZ18, E1, E2, E12, E14 et E15 et d'arrêter la surveillance du chrome VI sur les piézomètres PZ11 et PZ21.

#### Composés organiques halogénés volatils :

##### \* Piézomètres nappe alluviales :

Globalement, la surveillance met en évidence la diminution générale des concentrations puis une stabilisation sur la période 2022-2025 au droit de la plupart des ouvrages de surveillance de la nappe alluviale. Les concentrations maximales en COHV mesurées à l'extérieur du site pour la période 2022-2025 sont observées au droit des piézomètres E15, situé à 250 m en aval hydraulique du site et E16, situé à environ 50 m en aval hydraulique du site.

La surveillance de la totalité des piézomètres sur site et hors site doit être maintenue afin de confirmer la stabilisation des concentrations en COHV au droit des ouvrages.

##### \* Piézomètres profonds :

Ont été implantés, sur site 1 piézomètre dans la formation de la craie marneuse (PP1), et 4 piézomètres dans la nappe des Sables de l'Albien (PP2 à PP5) sur site et hors site.

Le piézomètre PP5 a été démantelé le 21 février 2025, en raison d'arrivées d'eaux souterraines par la tête de puits de l'ouvrage artésien, et du fait que les résultats de la surveillance présentaient des résultats en COHV inférieurs ou proches des limites de quantification en laboratoire.

Au niveau du piézomètre PP1, les concentrations en COHV ne montrent pas encore de stabilisation. Toutefois, lors du dernier bilan quadriennal, les valeurs mesurées restaient dans la fourchette basse des concentrations mesurées depuis le début de la surveillance. Le composé prédominant est le cis1,2DCE, ce qui confirme la présence d'un processus de biodégradation. Le maintien de la surveillance de ce point est donc nécessaire.

Les résultats d'autosurveillance indiquent qu'aucune contamination significative en COHV n'a été détectée depuis 2005 dans les piézomètres PP2, PP3 et PP4. Un pic ponctuel en TCE et cis1,2DCE a été observé en août 2014, mais n'a pas été confirmé par la suite. Malgré cette absence de pollution notable, l'inspection demande le maintien de la surveillance de ces ouvrages afin de surveiller l'absence de transfert de pollution depuis la craie marneuse (PP1) vers la nappe des Sables de l'Albien (ressource stratégique nationale).

\* Piézomètre non prévus dans le programme de surveillance :

L'exploitant a sollicité le démantèlement de plusieurs piézomètres qui ne sont pas inclus dans le réseau de surveillance réglementairement prescrit, à savoir : PZ1, PZ3, PZ4, PZ8, PZ10, PZ12, PZ13, PZ16, PZ20 et E11. Ces ouvrages étaient jusqu'à présent maintenus pour le suivi du niveau statique des eaux souterraines. Il est par ailleurs indiqué que les piézomètres PZ3 et PZ4 n'ont pas été retrouvés.

Des piézomètres implantés à proximité de ces derniers permettent d'assurer la continuité des mesures de niveau de la nappe.

Les piézomètres précités ne figurant pas dans le dispositif réglementaire de surveillance, l'exploitant peut procéder à leur comblement, sous réserve que les opérations soient réalisées conformément aux règles de l'art (norme NFX 31-614).

\* Puits privé hors site :

Depuis le début de la surveillance en juin 2025, la concentration en COHV est détectée à l'état de trace au niveau du puits privé. L'arrêt de la surveillance de cet ouvrage est demandé. L'emplacement du puits est en amont du site, bien que sa profondeur ne soit pas précisée, il permet d'avoir une référence de la qualité de l'eau en amont du site. De ce fait, sa surveillance peut être stoppée, mais son accès maintenu.

Air ambiant :

Le rapport du bilan quadriennal de la surveillance environnementale (2022 à 2025), référencé : PAR-RAP-25-31199B, présente les résultats d'analyses de l'air ambiant obtenus lors des quatre dernières années ainsi que ceux des précédentes campagnes de surveillance réalisées depuis novembre 2005.

Les résultats ont été comparés aux Valeurs Repères (VR) ou aux Valeurs Repères de l'Air Intérieur (VRAI) pour les habitations et les établissements publics ou, en leur absence, aux Valeurs d'analyse de situation R1.

Globalement, les concentrations en COHV les plus élevées sont mesurées au droit du point de prélèvement AA2. Toutefois, l'ensemble des données collectées entre 2005 et 2025 montre que les concentrations mesurées sur les points AA1, AA2, AA3 et AA4 restent inférieures aux critères d'évaluation nationaux et spécifiques au site, et que les niveaux ont globalement diminué depuis le début du suivi. Au regard des éléments de surveillance accumulés (24 campagnes de prélèvement ont été réalisées entre 2005 et 2025), l'inspection accepte la demande de l'exploitant visant à mettre fin au suivi de la qualité de l'air ambiant sur son site.

Conformité des ouvrages souterrains :

Lors de l'inspection, une vérification des piézomètres E1, E2, PP4, PZ14, PP2, PZ3, PZ17, PZ21, PZ2 et E13 a été réalisée. Il en résulte que l'identification des piézomètres n'est plus assurée, à l'exception du piézomètre E11 qui comportait une étiquette. Les piézomètres situés à l'intérieur du site ne sont pas équipés de cadenas alors que leur sécurisation est requise. Le piézomètre PP3 présente une remontée de nappe, avec de l'eau visible dans le regard ainsi que sur le domaine public: l'exploitant doit proposer une solution technique pour éviter tout débordement, faute de quoi ce piézomètre devra être comblé conformément aux règles de l'art. Le piézomètre PZ17 est cadenassé, mais le cadenas vient en main en raison d'un socle de canalisation cassé, rendant la sécurisation inefficace.

Par ailleurs, des piézairs (gaz du sol) ont été présentés à la place de piézomètres (eau souterraine) (par exemple SG13 au lieu de E13), et d'autres piézairs ont été retrouvés sur site (SG3, SG4, SG10). De plus, le bouchon plastique fermant le piézomètre PZ13 présente un petit trou, et le tampon du piézomètre PZ14 n'avait pas été correctement refermé à la suite de la dernière campagne de surveillance réalisée la semaine précédente. Également, certains piézomètres n'ont pas pu être retrouvés, notamment PZ21 et PZ3.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

À la suite du dernier bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines et de l'air ambiant, intégrant l'ensemble des données acquises depuis 2005, les évolutions pouvant être apportées au dispositif de suivi prévues aux articles 8.6.1 et 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009, sont les suivantes :

- arrêter la surveillance du chrome VI sur les piézomètres PZ11 et PZ21 ;
- arrêter la surveillance du puits privé ;
- mettre fin au suivi de la qualité de l'air ambiant sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant doit proposer, sous un délai d'un mois, une solution technique permettant d'éviter tout débordement du piézomètre PP3, qui présente actuellement une remontée de nappe, avant d'envisager son démantèlement.

L'exploitant doit justifier, sous un délai de trois mois, du démantèlement des piézairs présents sur son site depuis l'arrêt de leur utilisation en 2020.

L'exploitant doit réaliser un tour complet de l'ensemble de ses piézomètres dans un délai de trois mois afin de procéder à leur identification, puis de proposer un plan d'action visant à les remettre en bon état. Ce plan devra notamment prévoir la présence d'une margelle adaptée, la sécurisation de tous les piézomètres y compris ceux situés à l'intérieur du site, ainsi que leur nettoyage (notamment l'évacuation de la terre ou des matériaux présents dans les regards) et toute autre mesure nécessaire pour assurer leur conformité (norme NFX 31-614). Ce plan complété et mis en œuvre devra être transmis à l'inspection sous trois mois.

Une actualisation des prescriptions par arrêté complémentaire de l'article 8.6. "Surveillance de la

qualité des milieux" de l'arrêté préfectoral n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009 est annexée à ce rapport d'inspection et transmis à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite